

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme JENIN-BOLLETTA
03 87.34.89.00 - CJB/DR

ARWALTER.DOC

A R R E T E

N° 98 - AG/2 - 53

en date du - 5 MARS 1998

complétant l'arrêté n° 80-SM/DT-003 en date
du 25 avril 1980 autorisant la SARL Sablière
WALTER à exploiter une carrière de sable et
graviers sur le territoire de la commune de
WOIPPY.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris en application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et notamment ses articles 18 et 20 ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté n° 80-SM/DT-003 du 25 avril 1980 autorisant la SARL SABLIERE WALTER à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de WOIPPY ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 76-AG/1-160 en date du 9 février 1976 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux et des périmètres de protection des captages d'eau de la ville de METZ (champ captant Nord) ;

Vu le règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 et notamment ses titres véhicules sur pistes, électricité et règles générales (arrêté du 24 juillet 1995) ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

Vu l'arrêté préfectoral n° 96-AG/2-415 en date du 24 juillet 1996 mettant en demeure la SARL SABLIERE WALTER de réaliser les travaux de remise en état de sa carrière ;

Vu le rapport du Cabinet ANTEA (groupe BRGM) d'octobre 1996 n° A07132 au sujet de la dérivation du ruisseau du Champ Sautré à WOIPPY ;

Vu l'avis de l'hydrogéologue agréé, exprimé dans son rapport d'avril 1997 sur la dérivation du ruisseau du Champ Sautré et ses conséquences sur l'eau potable ;

Vu l'avis de Usine d'Electricité de METZ (U.E.M.) exprimé dans sa lettre du 25 août 1997 adressée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) ;

Vu l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales exprimé dans sa lettre du 26 mai 1997 adressée à la D.R.I.R.E. ;

Vu l'avis du Chef du Service Environnement et Développement Rural de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt exprimé dans la lettre du 23 octobre 1997 adressée à la D.R.I.R.E. ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 novembre 1997 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 2 février 1998 ;

Considérant qu'il convient de fixer à la Société SABLIERE WALTER des prescriptions additionnelles à l'arrêté d'autorisation du 25 avril 1980, que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 rend nécessaire ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

arrête,

Article 1^{er} :

L'arrêté 80-SM/DT-003 du 25 avril 1980 autorisant la SARL WALTER sise à WOIPPY (57) à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable et graviers est complété par les prescriptions définies aux articles 2 à 9 du présent arrêté.

Article 2 :

La S.A.R.L. SABLIERE WALTER dont le siège social est 22, route de la Briquerie à THIONVILLE est tenu d'établir avec le concours d'un géomètre agréé avant le 31 mai 1998 un plan topographique orienté à l'échelle 1/2000 qui indiquera :

- les limites du périmètre autorisé ainsi que ses abords dans une bande de 100 mètres minimum,
- la topographie des lieux (les courbes de niveau devront avoir une équidistance maximum de 0,5 mètre, les cotes d'altitude des points significatifs seront indiquées),
- l'état cadastral,
- les zones remise en état,
- les zones exploitées,
- les zones en cours d'exploitation,
- les bords de la fouille,
- la position des ouvrages naturels ou construits (lignes électriques aériennes et souterraines, voies de circulation, conduites souterraines, cours d'eau, bâtiments,...) ou dont le maintien conditionne la sécurité du public,
- la position des périmètres de protection ou les limites des servitudes définies en application de réglementations spécifiques (périmètre de protection des puits de captage).

Ce plan devra être mis à jour au moins une fois tous les ans. Une mise à jour complémentaire, tous les 6 mois, pourra éventuellement être demandée à l'exploitant par l'inspecteur des installations classées. Pour les mises à jour le recours à un géomètre agréé n'est pas exigé.

La mise en oeuvre de ces prescriptions est à la charge de l'exploitant.

Article 3 :

L'exploitant est tenu, avec le concours d'un géomètre agréé, de matérialiser clairement par des bornes cadastrales et de façon continue le périmètre d'exploitation autorisé ainsi que les limites des périmètres de protection des puits de captage d'eau de la ville de Metz.

L'exploitant est tenu de placer dans les mêmes conditions, des bornes de nivellement qui témoigneront de la topographie actuelle des lieux.

Ces prescriptions devront être réalisées avant le 31 mai 1998.

Les dispositifs mis en place devront être régulièrement entretenus et maintenus jusqu'à l'achèvement de la remise en état du site.

La mise en oeuvre de ces prescriptions est à la charge de l'exploitant.

Article 4 :

L'exploitant est tenu de maintenir un accès permanent aux pylônes électriques qui traversent le périmètre autorisé.

De plus, cet accès devra en tous points :

- être à la cote des terrains naturels,
- être à même de pouvoir supporter le passage d'un engin de 19 tonnes pour le levage de support des câbles,
- avoir une largeur d'au moins 6 mètres mesurée en crête.

Les talus bordant cet accès qu'ils soient en eau ou non devront être enherbés et avoir une pente qui n'excède pas 2 mesures horizontales pour une mesure verticale.

Article 5 :

L'exploitant est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter une déstabilisation du fait de son activité passée ou présente, des pylônes électriques traversant ou bordant son exploitation.

A cette fin, aucun affouillement ne doit être effectué à moins de 2 mètres des pylônes électriques. Au delà de cette distance, la pente des talus résultant de l'excavation devra être inférieure à 2 mesures horizontales pour une mesure verticale.

Le sol de ces talus devra présenter une bonne cohésion et être compacté jusqu'à la base de l'affouillement.

Article 6 :

Un repérage du câble souterrain traversant l'exploitation devra être réalisé avant le 31 mars 1998.

Tous travaux à moins de 1,5 mètre du tracé de ce câble est interdit sans l'accord écrit de l'UEM.

Article 7 :

L'exploitant est tenu à un curage régulier du Ruisseau du Champ Sautre traversant son exploitation pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles. A cet effet, l'exploitant pourra consulter les Services Techniques de la VILLE DE METZ pour réaliser ce curage.

De la même façon il est tenu à l'entretien régulier des rives par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux et d'assurer la bonne tenue des berges.

Ces obligations s'appliquent de la même façon sur les portions artificialisées du ruisseau.

Article 8 :

L'exploitant procédera avant le 31 décembre 1998 aux aménagements suivants sur le Ruisseau du Champ Sautre :

- renforcement et élargissement de la berge Nord par compactage du lit et apport de matériau de forte cohésion pour élévation de la berge,
- revégétalisation des berges avec des espèces à même d'en assurer le maintien.

Avec l'accord du propriétaire des terrains, l'exploitant renforcera également la berge Sud de l'étang qui borde le ruisseau au Nord Ouest de son exploitation. Toute brèche entre le ruisseau et cet étang devra être efficacement comblée.

Pour ces travaux l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 24 du titre VÉHICULES SUR PISTES du RÈGLEMENT GÉNÉRAL DES INDUSTRIES EXTRACTIVES qui fixe les conditions de sécurité du travail à proximité des lignes électriques. Il est de la même façon tenu de respecter les dispositions de l'article 6 du présent arrêté.

Article 9 :

En application de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'inspecteur des installations classées devra être informé "dans les meilleurs délais" de toute mise en communication par débordement ou par tout autre fait du Ruisseau du Champ Sautre avec un étang voisin.

Article 10 :

La cuve d'hydrocarbure située à l'entrée de son exploitation devra être reliée à une capacité de rétention étanche d'un volume au moins égal au volume de stockage en cas d'utilisation, sinon l'exploitant procédera avant le 31 mars 1998 à son extraction.

Article 11 :

En cas de carence de la S.à.R.L. SABLIÈRE WALTER aux dispositions de cet arrêté, les sanctions pénales et administratives prévues par la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, pourront être appliquées indépendamment les unes des autres.

Article 12 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers

1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de WOIPPY et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 13 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

Le Maire de WOIPPY,

Les inspecteurs des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL SABLIERE WALTER et pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le - 5 MARS 1998

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Joël TIXIER

JR AMPLIATION

Le Chef de Bureau



M.C. MERLE